

DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES
COMMUNE D'OPIO 06650

Mairie d'OPIO
Place de la Liberté
06650 OPIO

Téléphone: 04 93 77 23 18
Télécopie: 04 93 77 72 60

DESTINATAIRE :
SAS DU PRIEURÉ
Monsieur Gaëtan DURAND
34 rue de la République
06560 VALBONNE

à rappeler dans toute correspondance

DOSSIER N° : 006 089 019 T 0016 M1

Dépôt du : 29/11/2019 Complété le :

Demandeur : SAS DU PRIEURÉ

Monsieur DURAND Gaëtan

Courriel : didier.frega@orange.fr

Adresse des travaux : Chemin de San Peyre "Le
Domaine du Prieuré" 06650 OPIO

Ref. cadastrale : A 1387p, 1371, 1369, 243p

Nature des travaux : Prise en compte de l'étude de sol
Surface de plancher : 337,71 m²

PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

LE MAIRE

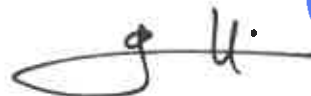
Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18/09/2012,
Vu la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme approuvée le 31/03/2015,
Vu le Plan de Prévention des Risques d'Incendie de forêt approuvé par arrêté préfectoral du 12 avril 2007,
Vu le Code Général des Impôts et ses textes d'application,
Vu la loi du 02 mai 1930 modifiée relative à la protection des Monuments et des Sites,
Vu le permis d'Aménager N° PA 006 089 16 T 0003 délivré le 17/02/2017 et son modificatif N° PA 006 089 16 T 0003 M1 délivré le 25/09/2018,
Vu le permis de construire PC 006 089 19 T 0016 délivré le 06/09/2019,
Vu la lettre de la sous-préfète de Grasse datée du 27/09/2019,
Vu la pièce PCMI 14 liée à la prise en compte de l'aléa « retrait-gonflement des argiles » reçue le 02/12/2019,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour les travaux prévus à l'ensemble du dossier annexé à la demande susvisée.
La totalité des prescriptions du permis de construire initial sont maintenues.

OPIO, le 02/12/2019

Le Maire :



Thierry OCCELLI



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROIT DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (notamment obligations contractuelles: servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage: règles figurant au cahier des charges du lotissement...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. Ensuite, vous pouvez faire une 2nde demande de prolongation, ce qui peut porter la durée de validité totale de votre autorisation à 5 ans.
- **RETRAIT PAR L'AUTORITE COMPETENTE** : Le permis de construire, d'aménager ou de démolir, tacite ou explicite, ne peut être retiré que s'il est illégal et dans le délai de trois mois suivant la date de cette décision. Passé ce délai, le permis ne peut être retiré que sur demande explicite de son bénéficiaire.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L 242-1 et suivants du Code des Assurances.
- **CIRCULATION** : Pour éviter toutes contestations, nous vous rappelons que le **Chemin Communal desservant votre propriété, est réglementé pour la circulation des poids lourds.**
Des panneaux réglementaires limitent le poids total en charge des véhicules à 5 tonnes. Vous devez prendre les dispositions nécessaires pour respecter cette limitation de tonnage.